



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

Paris, le 26 septembre 2002



Séminaire: La peur du nucléaire (EAO4)

Division : D (Marine)

BP 46 00445 ARMEES

Exposé n°02

☎ : 01 44 42  
☎ PNIA : 821 753  
Fax : 01 44 42

**LE RISQUE NUCLEAIRE  
PENDANT LA CRISE DE CUBA :  
UNE PEUR REELLE-UN RISQUE MAITRISE**

Par :

CDT CARESSE  
LCL VANDENDORPE

---

Destinataire (s) : Madame LABBE Marie-Hélène  
CF WEBER

Copie(s) extérieure(s) : Néant

Copie(s) intérieure(s) : Secrétaire de groupe

## SOMMAIRE

SYNTHESE .....	3
INTRODUCTION .....	4
1. UNE MONTEE DES PERILS AU CONFLUENT DES VOLONTES .....	4
1.1. UN CADRE GENERAL PSYCHOTIQUE .....	4
1.1.1. Les antécédents : une tension Est-Ouest .....	4
1.1.2. La genèse : la surprise puis le secret .....	5
1.1.3. Le développement : une apparente prudence .....	5
1.2. LE FACTEUR D'INCERTITUDE : LES HOMMES .....	6
1.2.1. Nikita Khrouchtchev : avant tout un homme de guerre .....	6
1.2.2. John F.Kennedy : un adversaire sous-estimé .....	6
1.2.3. Fidel Castro : un idéaliste acculé .....	8
2. AUTOPSIE D'UNE CRISE : LA DICTATURE DES CONTINGENCES .....	8
2.1. DES SOLUTIONS DEBATTUES JUSQU' A LA DERNIERE EXTREMITE .....	8
2.1.1. Ne rien faire .....	8
2.1.2. Une offensive diplomatique .....	9
2.1.3. Négocier avec Castro .....	9
2.1.4. L'échange entre les installations soviétiques à Cuba et les installations américaines en Italie et en Turquie .....	9
2.1.5. L'invasion .....	9
2.1.6. L'attaque aérienne chirurgicale .....	9
2.1.7. Le blocus naval .....	10
2.2. UNE NEGOCIATION CONFUSE REALISEE PAR LE RELAIS FORTUIT D'ACTEURS NON-CONVENTIONNELS .....	10
2.3. UN ECLAIRAGE INQUIETANT A LA LUMIERE DES TRAVAUX RECENTS .....	11
2.3.1. Un Kennedy modéré .....	11
2.3.2. L'affrontement des volontés .....	12
2.3.3. Vers le conflit .....	12
CONCLUSION .....	13
BIBLIOGRAPHIE ET SITES INTERNET .....	14
ANNEXE .....	15

## SYNTHESE

Les craintes d'une attaque nucléaire auraient été excessives lors de la crise de Cuba. La peur du nucléaire liée à l'emploi de l'arme a été surdimensionnée par rapport à la réelle volonté d'escalade nucléaire de Kennedy et Krouchtchev. Rétrospectivement, la peur du nucléaire est dissuasive dans le cadre d'un affrontement « du fort au fort » (Etats-Unis- Union soviétique). A contrario, le contexte d'un conflit « du faible au fort » (Cuba- Etats-Unis) peut conduire le concept de dissuasion à sa logique ultime.

Le surdimensionnement de la peur nucléaire est lié aux discours des chefs d'états, notamment celui du président Kennedy : « Nous ne risquerons pas prématurément ou sans nécessité le coût d'une guerre nucléaire mais nous ne nous déroberons pas à ce risque à quelque moment où nous devrons y faire face ».

Les nombreuses incertitudes sur la présence des têtes nucléaires à Cuba, le degré de délégation de Moscou aux autorités de Cuba et aux militaires soviétiques sur place ont accentué le risque de l'utilisation de l'arme nucléaire.

Le volontarisme de Castro a utilisé l'arme nucléaire est un facteur aggravant qui a accentué le phénomène de peur du nucléaire.

Des révélations récentes démontrent néanmoins le comportement raisonné des chefs d'états :

- volonté rapide de trouver une solution politique (retrait des TN contre le retrait des missiles nucléaires en Turquie) par le biais d'un bricolage diplomatique orchestré par le Kremlin et la Maison Blanche (via un homme d'affaire présent à Moscou durant la crise: W. KNOX) ;
- le sang –froid de Krouchtchev face à la volonté de Fidel Castro d'utiliser l'arme nucléaire.

En définitif, la crise de Cuba a permis un rapprochement entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique (début de la période de détente), consacre la dissuasion entre les deux puissances et a permis de prendre en compte les dangers de la prolifération du nucléaire à d'autres pays. Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont pris conscience que leurs intérêts communs étaient plus forts que les intérêts qui les séparaient.

## INTRODUCTION

Le 26 octobre 1962 dans une lettre non publiée adressée à John F. Kennedy, Nikita Krouchtchev écrivait : « Si vous n'avez pas perdu votre sang-froid, si vous vous rendez vraiment compte où cette affaire risque de nous entraîner, alors, Monsieur le Président, vous et moi devrions éviter de tirer sur les extrémités de la corde dans laquelle vous avez noué la guerre, car plus nous tirerons, plus le nœud se resserrera. »

Ces quelques lignes laissent deviner le niveau paroxysmique atteint par une crise dont l'ampleur avait été dévoilée par le président John F Kennedy seulement quatre jours plus tôt.

En effet durant treize jours, du 14 octobre au 27 octobre 1962, la crise des missiles de Cuba a failli amener les Etats-Unis et l'Union soviétique à déclencher la troisième guerre mondiale. Conflit dont le caractère nucléaire, s'il avait eu lieu, aurait certainement abouti à une véritable apocalypse. Aujourd'hui, au regard de ces événements, les observateurs et les chercheurs sont à la fois intrigués, critiques et perplexes. Aussi une interrogation majeure demeure :

comment, alors que les dirigeants concernés avaient encore tous à l'esprit les images des villes martyres d'Hiroshima et Nagasaki, cette confrontation a-t-elle pu manquer de conduire à l'horreur suprême ?

La réponse à cette interrogation réside certainement dans un savant dosage de paris inconsidérés aux aléas décuplés par un culte du secret poussé à l'extrême ainsi que par la complexité des circuits de communication.

Cette affirmation mérite d'être explicitée. Car si les enjeux de l'époque, dans leur contexte, sont compréhensibles, il n'en demeure pas moins que le concours de circonstances ayant abouti à cette crise ne manque pas, à la lumière des dernières investigations, d'étonner et d'inquiéter.

### 1. Une montée des périls au confluent des volontés

Tenter de comprendre ces événements dramatiques sans aborder les antécédents, la genèse et le développement de la crise, puis sans présenter, même sommairement, les trois principaux protagonistes, serait une gageure proche de la quadrature du cercle.

#### ***1.1. Un cadre général psychotique***

Entre les 14 et 27 octobre, le contexte va se dégrader crescendo. La situation, héritant des tensions de la crise de Berlin, surprendra un exécutif américain qui se réfugiera d'abord dans un secret d'alcôve avant d'orienter son action avec une apparente prudence. Dans ces circonstances, la personnalité de chacun des trois chefs d'états, principaux protagonistes, sera déterminante.

##### 1.1.1. Les antécédents : une tension Est-Ouest

De fait, pour le gouvernement des Etats-Unis de l'époque, le gouvernement de l'île de Cuba constitue un régime idéologiquement antagoniste à abattre.

Cependant, début avril 1961, l'échec de la tentative de débarquement des anti-castristes dans la baie des cochons entraîne un rapprochement entre Cuba et l'Union soviétique dont les conséquences futures vont s'avérer funestes. Ainsi, dès janvier 1962, la presse américaine publie

de nombreux articles montrant l'ampleur supposée de l'aide militaire soviétique au profit du régime cubain. Le gouvernement américain tente de minimiser cette campagne de presse. Mais les événements se précipitent. Le 29 août, un avion de reconnaissance américain U2 photographie des fusées de type sol-air SAM à Cuba. Le 31 août, un sénateur affirme que des gros navires soviétiques débarquent à Cuba. Dans un but d'apaisement, le 11 septembre, l'URSS précise qu'elle ne livrera jamais d'armes nucléaires à Cuba. Pourtant, le 28 septembre, des U2 photographient des cargos transportant des bombardiers vers Cuba. Enfin, le 14 octobre, deux U2 photographient à San Christobal le chantier d'une base destinée à abriter des missiles balistiques.

### 1.1.2. La genèse : la surprise puis le secret

Pour le gouvernement des Etats-Unis, cette découverte, qui va à l'encontre de toutes les appréciations fournies par la CIA est, en raison de la faible distance séparant ces installations des côtes des Etats-Unis, particulièrement inquiétante.

Le président Kennedy exige que le secret le plus total entoure cette découverte jusqu'à nouvel ordre. Cette décision poursuit un objectif majeur : se laisser le temps de la réflexion afin d'évoquer les hypothèses envisageables en l'absence de toute pression extérieure. Ainsi, le désir de ne pas alarmer prématurément l'opinion publique, tout comme celui de laisser les alliés et les soviétiques dans l'ignorance de la découverte, se traduit par la mobilisation d'un comité restreint, composé de conseillers proches dont Robert Kennedy, autour du président.

### 1.1.3. Le développement : une apparente prudence

Les longues et fiévreuses délibérations de ce comité permettent d'évoquer jusqu'à sept solutions. Après avoir écarté les solutions les plus extrêmes, le président Kennedy retient une solution qui lui permettra de jauger les réactions de l'adversaire tout en figeant la situation en l'état. Le blocus de l'île de Cuba est donc décidé, il entrera en vigueur le 24 octobre. Le lundi 22 octobre, le président Kennedy, lors d'une allocution mesurée, déclare : « Notre but n'est pas la victoire du plus fort, mais la défense du bon droit ; non pas la paix aux dépens de la liberté, mais à la fois la paix et la liberté, chez nous, dans cet hémisphère et, nous l'espérons, dans le monde entier. Si dieu le veut, le but sera atteint. »

Le blocus maritime se révèle efficace. Cependant, les interrogations demeurent : pourquoi les soviétiques ont-ils pris un tel risque ? Quelle monnaie d'échange ? Veulent-ils un nouveau règlement de la question de Berlin ? Ce qui est a priori inacceptable. Désirent-ils proposer le démantèlement des missiles nucléaires américains Thor et Jupiter présents en Italie et en Turquie ? A première vue cette éventualité peut-être envisageable.

Malgré le soutien de l'opinion internationale, les Etats-Unis semblent paralysés en l'attente d'une proposition soviétique.

Le vendredi 26 octobre, la maison blanche reçoit, par des méandres diplomatiques, un courrier confidentiel de la main de Khrouchtchev. Ce dernier propose le démontage des missiles présents sur le sol cubain en échange de la promesse que les Etats-Unis n'agresseraient plus Cuba dans le futur et lèveraient le blocus maritime. Cette proposition est accueillie favorablement par l'exécutif américain. Cependant, cette apparente approche conciliante de la part des soviétiques est rapidement démentie dès le lendemain par une nouvelle proposition portant sur le démantèlement réciproque et simultané des fusées situées en Turquie et à Cuba. Du point de vue américain, pour des raisons de prestige et de crédibilité internationale, cette solution n'est pas acceptable en l'état. Le samedi 27 octobre à 10 h 15, lors d'une mission de reconnaissance, un U2 est abattu par la DCA cubaine. La tension monte, des doutes sur l'état opérationnel des missiles s'accroissent. Le

président Kennedy donne son approbation à la proposition soviétique de la veille, à la condition que la clause portant sur le retrait des missiles de Turquie reste secrète. Robert Kennedy informe l'ambassadeur de l'URSS de cette décision.

Le dimanche 28 octobre 1962, Khrouchtchev annonce à la radio le retrait des missiles de Cuba.

## **1.2. Le facteur d'incertitude : les hommes**

A ce stade le facteur d'incertitude majeur demeure à l'évidence, la personnalité de chaque dirigeant.

### **1.2.1. Nikita Khrouchtchev : avant tout un homme de guerre**

Nikita Khrouchtchev est l'archétype de l'apparatchik. Né en 1894, berger, mineur, fonctionnaire du parti, il est général dans la bataille de Stalingrad et devient le numéro 1 du PC de l'Ukraine après la guerre. Après la mort de Staline, il devient le 1er secrétaire du PC de l'URSS. Il lui faut des années pour consolider sa position.

Khrouchtchev est imprévisible; il prends souvent des initiatives personnelles. Parfois il bouscule le politburo. C'est ce que Gorbatchev va appeler la période du subjectivisme. En février 1956, il a un discours secret devant le 20e Congrès du PC sur la déstalinisation. Il critique largement Staline et notamment ses purges.

Dans la politique extérieure, il introduit, en 1956, la notion de coexistence pacifique. Conscient du danger des armes nucléaires, Khrouchtchev remplace la vieille doctrine affirmant que la guerre entre communisme et capitalisme est inévitable. Le communisme va montrer sa supériorité par d'autres moyens que par la guerre. En 1954, il dit que l'URSS aurait besoin d'un nombre minimum d'armes nucléaires pour sa propre sécurité. Il faut préparer la guerre dans l'espoir de l'éviter, c'est la dissuasion.

Khrouchtchev distingue trois types de guerres :

- la guerre atomique : conformément au concept de dissuasion, il faut l'éviter ;
- la guerre locale : elle doit être évitée dans la mesure où elle risque de devenir une guerre atomique ;
- la guerre de libération : elle a un caractère sacré, mais doit rester à l'intérieur d'un État. Les mouvements de libération auraient automatiquement le support de l'URSS.

La notion de "violence" change. Il faut survivre à deux ou anéantir à deux.

Toutefois, homme impulsif, Nikita Khrouchtchev n'inspire pas confiance à une administration américaine qui le considère comme imprévisible, voire dangereux.

### **1.2.2. John F. Kennedy : un adversaire sous-estimé**

Il s'agit certainement d'un homme hors norme, animé par une grande modération politique.

Plus sans doute que des objectifs précis, c'est le goût de la politique, l'ambition personnelle et le désir de voir son pays exercer dignement les responsabilités découlant de sa prospérité et de sa puissance qui expliquent la volonté de John Fitzgerald Kennedy d'accéder à la présidence. Encouragé par son père et par toute sa famille, le «clan Kennedy», très influent à Boston, servi par une fortune considérable, a dû néanmoins faire preuve d'une intelligence, d'une ténacité et d'un charme hors de pair pour se faire élire en 1952, à 35 ans, sénateur du Massachusetts, et s'imposer

en 1960 comme candidat démocrate à la présidence des Etats-Unis. Il succédait à Dwight Eisenhower, président républicain (1953-1961).

Auteur de plusieurs livres à succès, doté d'une exceptionnelle capacité d'assimilation, il se sent parfaitement à l'aise parmi les intellectuels et les spécialistes des sujets les plus divers, et les impressionne par l'étendue de sa curiosité et par la conscience très nette qu'il a de ses propres limites. L'équipe qu'il rassemble est brillante et lui est dévouée.

Pour le public américain, l'image de cet homme jeune et gai, ayant à maintes reprises prouvé son courage physique, appelant son pays à faire des sacrifices pour retrouver l'équilibre et la fierté, a peut-être plus d'importance que les mesures qu'il préconise en vain ou que les crises qu'il règle. Mais, en dehors d'une conception volontariste du pouvoir et de la présidence, Kennedy, élu à une très faible majorité, savait-il avec précision ce qu'il voulait ? Moins bien, sans doute, que lui-même ne le croyait – encore qu'il faille se rappeler l'humour avec lequel il se considérait, et que son aversion à l'égard du style idéologique l'ait peut-être conduit à ne pas donner à ses sentiments la force qu'ils avaient parfois. Réagissant contre l'immobilisme de l'administration républicaine, il cherche avant tout à « remettre l'Amérique en mouvement » pour qu'elle règle ses problèmes sociaux et économiques, et à la rendre capable non seulement de protéger ses alliés du danger soviétique, mais aussi de stabiliser la situation internationale pour éloigner le risque d'une guerre nucléaire. Par formation, par goût, par nécessité, croit-il, c'est à la politique extérieure qu'il accorde la priorité. Mais la question demeure de savoir quelle était, dans ce domaine, sa marge de liberté.

Par ailleurs, l'héritage d'Eisenhower était, ou paraissait, bien lourd. Pendant sa campagne électorale, Kennedy avait affirmé que les Etats-Unis étaient en train de perdre la course aux armements nucléaires : le missile gap (en fait imaginaire) risquait d'encourager l'U.R.S.S. à se montrer agressive. Une erreur de calcul soviétique à propos de Berlin-Ouest, sans cesse menacée, pouvait déclencher une guerre mondiale. Enfin, Fidel Castro était installé à Cuba, et les services américains avaient préparé contre son régime une opération militaire dont ils garantissaient le succès. Kennedy ne perdrait-il pas son autorité encore mal assurée, aux Etats-Unis comme sur la scène internationale, s'il ne mettait pas à exécution les projets élaborés sous l'administration Eisenhower ? Après avoir beaucoup hésité, et imposé une révision des plans qui réduisit très sensiblement la participation directe des forces américaines aux côtés des émigrés cubains, il donne, en mars 1961, le feu vert à l'opération catastrophique de la baie des Cochons. Il assume la pleine responsabilité de cette défaite, et ne fera plus jamais confiance aux militaires, à la C.I.A. (Central Intelligence Agency) ainsi qu'au département d'Etat. Paradoxalement, sa popularité monte.

Cet échec accroît sa hantise de l'erreur de calcul soviétique. A Vienne, en juin 1961, il essaie de persuader Khrouchtchev que les Américains se battraient pour Berlin. A la même époque, les accords de neutralisation du Laos semblent réduire les risques de conflit en Asie; en Amérique latine, « l'Alliance pour le progrès » (1961) cherche, en soutenant les régimes à la fois démocratiques et réformateurs, à isoler la révolution cubaine et à rendre le terrain moins favorable à ceux qui voudrait l'imiter. La découverte, en octobre 1962, des fusées que l'U.R.S.S. était en train d'installer à Cuba montre à Kennedy que Khrouchtchev ne l'a pas compris, et que l'erreur de calcul qui l'obsède est sur le point d'être commise.

Surtout Nikita Khrouchtchev le considère comme un homme politique inexpérimenté, qu'il pourra aisément amener à ses vues sur le contentieux de Berlin par un habile coup de poker.

### 1.2.3. Fidel Castro : un idéaliste acculé

Révolutionnaire et homme d'État cubain, Fidel Castro dirige Cuba depuis 1959. Il est considéré par tous comme étant un révolutionnaire idéaliste et pur. Il s'est révélé au cours des années comme un combattant de valeur et un excellent organisateur. Lorsqu'en 1952, Fulgenco Batista parvient au pouvoir à l'issue d'un coup d'État, Castro mène l'opposition clandestine au dictateur. En 1953, il organise l'attaque d'une caserne à Santiago de Cuba. Arrêté, condamné à quinze ans d'emprisonnement, il est gracié en 1955 et se réfugie au Mexique. En 1956, il débarque à Cuba à la tête d'un commando de 82 hommes, parmi lesquels se trouvaient Che Guevara et Raoul Castro, frère de Fidel. Le débarquement est un échec et 70 hommes périssent. Le soutien populaire à la rébellion ne cessant de grandir, Castro et ses hommes marchent en décembre 1958 sur La Havane. Il finit par vaincre le général Batista qui quitte le pays le premier de l'an 1959. Castro établit un gouvernement personnel et autoritaire. Dirigeant nationaliste et charismatique, le " leader maximo " lance une vaste politique de nationalisation de l'industrie et de réforme agraire qui lui vaut l'hostilité des États-Unis. Fidel Castro cherche alors le soutien économique de l'Union soviétique. Cuba devient un des terrains d'affrontement de la guerre froide.

Alarmé par la tentative d'invasion anti-castriste avortée de début avril, Fidel Castro considère l'aide militaire soviétique, et notamment les installations de lancement de missiles en cours de montage, comme le moyen de sanctuariser son territoire face à une possible future agression en provenance des États-Unis. Le concept voulu par le leader cubain est donc bien celui d'une dissuasion du « faible au fort ».

Ainsi, de ce contexte, théâtre de l'affrontement de trois volontés fortes et imprévisibles, l'histoire officielle a retenu le souvenir de treize jours d'alerte atomique au cours desquels la modération et la retenue, malgré les rodomontades, semblent avoir constitué le fil d'Ariane. Mais qu'en est-il réellement ? Les décisions et les calculs de chaque décideur ont-ils tous été aussi maîtrisés ? De nombreuses interactions aussi diverses qu'imprévisibles ne sont-elles pas venues troubler le jeu des différents acteurs ?

## 2. Autopsie d'une crise : la dictature des contingences

C'est pourquoi il est important de souligner comment l'éventail des éventualités envisagées par l'administration américaine, ajoutée à l'intervention de quelques acteurs aussi hétérogènes que non conventionnels, aurait pu conduire au pire. Les dernières études produites à la lumière de l'exhumation de documents tenus secrets jusqu'à présent éclairent avec profit cette thèse.

### 2.1. Des solutions débattues jusqu'à la dernière extrémité

Comme l'a souligné Dean Acheson, le désordre qui a accompagné les délibérations secrètes du comité exécutif a généré, dès le 17 octobre, un éventail de sept solutions. La lecture de ces dernières, dont les plus dangereuses ont été défendues jusqu'au 27 octobre dans la matinée par les tenants « d'une ligne dure », est assez édifiant.

#### 2.1.1. Ne rien faire

Cette solution de prudence a été sérieusement considérée, mais les installations identifiées étaient trop considérables. Elles auraient augmenté de 50 % la force de frappe nucléaire des Russes. Cela

aurait eu une importance militaire considérable, mais surtout les conséquences politiques et psychologiques en étaient difficiles à calculer et auraient pu être désastreuses.

### 2.1.2. Une offensive diplomatique

Cette solution avait la faveur de plusieurs membres du comité exécutif. Elle ne présentait pas de risques, mettait les Etats-Unis en posture favorable et pouvait aboutir à une défaite diplomatique des Russes. Mais elle présentait des inconvénients majeurs, essentiellement à cause de la découverte trop tardive de l'implantation des missiles. La solution diplomatique comportait des délais beaucoup trop longs. Les Russes pouvaient faire usage du droit de veto et, entre-temps, le rapport des forces aurait été définitivement changé.

### 2.1.3. Négociier avec Castro

Cette solution, séduisante parce que les Etats-Unis avaient une position de force suffisante, apparaissait à l'analyse complètement irréalisable, car Castro semblait avoir perdu tout contrôle sur l'opération. On ne pouvait traiter qu'avec les Russes.

### 2.1.4. L'échange entre les installations soviétiques à Cuba et les installations américaines en Italie et en Turquie

Cette solution était théoriquement très avantageuse, puisque c'était une solution diplomatique sans risques. En effet, l'élimination de la menace russe se réaliserait pour un coût militaire très faible puisque le retrait de ces missiles avait été décidé depuis que le secrétaire à la Défense avait démontré que les sous-marins nucléaires en Méditerranée étaient beaucoup plus efficaces et moins voyants que ces missiles. Cette solution, en revanche, comportait un coût diplomatique élevé, car elle aurait affaibli dangereusement la crédibilité des engagements américains en Europe. Il serait alors apparu que les Etats-Unis acceptaient de sacrifier la sécurité de leurs alliés européens pour écarter la menace qui pesait sur eux. Elle était donc séduisante, mais très controversée.

### 2.1.5. L'invasion

C'était naturellement la solution préconisée par les faucons. La démonstration des intentions agressives des Russes ayant été faite et l'impossibilité, pour Castro, de garder la moindre indépendance à leur égard ayant été rendue évidente, l'occasion était excellente de se débarrasser une fois pour toutes de ce problème extrêmement irritant. Mais il y avait à Cuba 200 000 Soviétiques qui auraient été certainement entraînés dans la lutte. Le risque de guerre était considérable, à tout le moins des ripostes violentes sur Berlin et en Turquie. C'était donc une solution très dangereuse.

### 2.1.6. L'attaque aérienne chirurgicale

Cette solution était très séduisante parce qu'elle était immédiate et radicale, mais en même temps limitée et ponctuelle. Il n'y aurait pas eu ingérence dans les affaires proprement intérieures de Cuba. Seules les installations militaires non cubaines et dont le caractère offensif était prouvé auraient été visées. Le risque, certes, était considérable, mais les Etats-Unis se trouvaient dans une situation morale suffisamment favorable. Le problème essentiel était celui de la précision du

caractère chirurgical de l'opération. Pouvait-elle être effectuée de telle sorte qu'elle n'apparaisse pas comme une attaque massive contre Cuba ? Pouvait-on limiter suffisamment les pertes de vies humaines chez les Russes ? Les experts militaires ne pensaient pas qu'une attaque proprement "chirurgicale" fût possible. Ils préconisaient une attaque massive, seule tout à fait sûre.

### 2.1.7. Le blocus naval

Il présentait lui aussi de nombreux inconvénients. Il était tout aussi illégal que l'attaque aérienne et il était moins efficace, le délai était plus long. Il y avait risque d'affrontements entre navires soviétiques et américains. Mais il présentait des avantages : il laissait à Khrouchtchev le temps de la réflexion, puisqu'il n'était pas aussi brutal. Il renvoyait la balle dans l'autre camp, laissant aux Russes l'initiative d'engager le combat direct s'ils s'y résolvaient. Il leur évitait la grave humiliation de laisser tuer des soldats soviétiques sans réagir. Tout compte fait, c'était donc la solution la plus acceptable, une fois qu'on avait défini l'objectif global poursuivi : comment obliger les Russes à retirer leurs missiles sans entraîner un conflit mondial ?

## **2.2. Une négociation confuse réalisée par le relais fortuit d'acteurs non-conventionnels**

La surprise, l'étonnement, sont en effet les maîtres mots qui qualifient une transaction au cours de laquelle les chemins habituels et institutionnels de la diplomatie et du renseignement ont été perturbés par quelques agents non-conventionnels.

Tout d'abord la presse américaine a, grâce à sa sagacité, divulgué des informations, propres à déstabiliser le petit groupe de décideurs du comité exécutif. En effet, bien que les premières informations datant du 16 octobre soient restées secrètes, plusieurs éditoriaux de la presse américaine dévoilent dès le 19 octobre la présence de missiles sur le sol cubain. Le gouvernement dément rapidement l'information. Mais en réalité, les forces américaines sont mises en alerte.

Ensuite, le 22 octobre, la voie diplomatique officielle permet de confirmer le soutien des alliés proches. Londres et Paris confirment leur appui inconditionnel quelle que soit, d'ailleurs, l'action prévue. Charles de Gaulle, en s'affirmant toujours partisan des décisions indépendantes, donne le blanc seing des alliés à l'exécutif américain et déclare : « un grand gouvernement tel que le vôtre ne saurait agir qu'en pleine connaissance de cause ». Mais surtout, ce n'est qu'à cette date que la totalité du cabinet est mis au courant. Ce qui donne un éclairage particulier sur le phénomène de microcosme ayant jusqu'à présent présidé à la gestion des premiers instants de la crise.

Après un jour d'attente, une fin de non recevoir transmise par Moscou tempère l'optimisme des plus proches conseillers de John F Kennedy, comme Dean Rusk, qui le 23 octobre, exprimait son soulagement à George Ball : « nous avons remporté une belle victoire : vous et moi, nous sommes toujours vivants ». C'est à cet instant qu'un concours de circonstances des plus fortuits va interférer dans le déroulement des événements. A Moscou, William Knox, un homme d'affaire américain, président directeur général de Westinghouse, est convoqué par Nikita Krouchtchev. Ce dernier tenant à informer Kennedy, par une voie non officielle, qu'il y a effectivement des fusées à Cuba, fait que ses représentants à Washington et à New York continuaient à nier avec indignation. Knox trouve Krouchtchev au bord de l'effondrement. Il a l'air de ne pas avoir dormi de la nuit. Pendant trois heures, il doit subir une avalanche de menaces. « parfaitement, déclare Khrouchtchev, nous avons des fusées et des bombardiers à Cuba ; mieux ! Nous allons nous en

servir au besoin. » Cela dit, Knox doit transmettre au Président et au peuple américain que toute tentative d'arraisonnement de bateaux soviétiques se traduirait par le déclenchement de la troisième guerre mondiale. Dans la même journée, à Washington, Robert Kennedy et l'ambassadeur Dobrynine se rencontrent.

Le 26 octobre, les dernières photos de reconnaissance ne laissent aucun doute sur ce point : les Russes mettent les bouchées doubles pour rendre les fusées opérationnelles au plus vite. Parallèlement, une lettre portant la marque du style personnel de Khrouchtchev transmise à Kennedy, offre une ouverture. Mais, même en substance, elle apparaît comme le cri d'épouvante d'un homme prisonnier d'un cauchemar.

La journée du 27 octobre constitue le point culminant de la crise. De fait, les éléments inquiétants s'accumulent. Krouchtchev augmente son prix : pour obtenir le retrait des fusées russes de Cuba, il faut retirer les fusées américaines de Turquie. A cette proposition annoncée via Radio-Moscou s'ajoute la destruction d'un avion de reconnaissance U 2 au dessus de Cuba. L'équation devient à ce moment plus dangereuse : les fusées sont-elles opérationnelles ?

Kouchtchev est alors contraint par le présidium de revenir sur ses promesses. A cet instant, pour Kennedy, l'échange cité plus haut paraît acceptable sous le sceau du secret. Toutefois, le réexamen des plans de bombardement de Cuba est prévu pour le lendemain. Avant de lever la séance Kennedy déclare : « à présent, l'affaire peut déboucher sur la guerre aussi bien que sur la paix ».

Le 28 octobre, le speaker de Radio-Moscou lit le dixième message échangé entre les deux capitales, en l'espace de sept jours. C'est le soulagement, le gouvernement russe accepte de démonter ses fusées.

En définitive, on ne peut être que frappé par les voies peu orthodoxes empruntées à l'occasion de cette crise : échanges de lettres Kennedy-Krouchtchev, conversations privées entre l'ambassadeur Dobrynine et Robert Kennedy, et surtout entre Krouchtchev et William Knox, cet industriel américain qui, par hasard, séjournait à Moscou.

### ***2.3. Un éclairage inquiétant à la lumière des travaux récents***

Des travaux récents apportent un éclairage inquiétant à la confusion des négociations précédemment décrites. Il s'agit en particulier d'une thèse, défendue par Vincent Touze de l'Institut d'études politiques d'Aix en Provence, qui s'appuie sur des enregistrements déclassés dans les années 80, sur des discours plus récents de Fidel Castro et sur des lettres échangées entre Castro et Krouchtchev. Ces travaux confirment la véracité de certaines des données déjà connues mais surtout en infirment d'autres de manière inquiétante.

#### **2.3.1. Un Kennedy modéré**

Le 18 octobre, partisan du blocus, il est uniquement soutenu par l'ancien ambassadeur à Moscou, Llewellyn Thompson, et le secrétaire à la défense, Robert Mac Namara. Sa contribution à une résolution pacifique de la crise paraît décisive. Et pourtant, il est impressionnant de constater à quel point son avis a été violemment attaqué à divers moments par les chefs militaires, unanimes pour une action armée, par les leaders du Congrès, mais aussi que son entourage immédiat, au sein du comité de crise, ne le soutenait pas nécessairement.

Le 25 octobre, alors que le blocus est un succès, deux proches du président, son frère et Robert Mc Namara ne semblent plus exclure un raid aérien. Le 26 octobre, alors que ses conseillers réagissent vivement aux propositions de l'ambassadeur de Washington à l'ONU, qui propose un véritable accord avec les soviétiques avec des garanties pour Cuba, le président Kennedy est le seul à montrer un intérêt incontestable pour cette proposition.

Le 27 octobre montre un Kennedy très modéré, prêt à accepter l'échange public des missiles soviétiques à Cuba contre les missiles américains basés en Turquie, comme le propose Khrouchtchev. Ce sont ses conseillers qui l'ont convaincu de repousser cette possibilité d'un échange public, au moins dans un premier temps. Alors que l'on sait depuis longtemps que ces missiles ont fait l'objet d'un arrangement secret avec les Soviétiques.

### 2.3.2. L'affrontement des volontés

L'exploitation de ces bandes démontre qu'une fois le blocus commencé, le 23 octobre, Kennedy a hésité. Dans certaines de ses interventions, il paraît presque prêt à ne pas aborder des navires interdits d'accès à Cuba pour éviter un combat. Mais Khrouchtchev a craqué le premier.

### 2.3.3. Vers le conflit

En 1992, lors d'une conférence américano-russo-cubaine, Fidel Castro s'est exprimé sur la crise des missiles. Il y confirme l'existence d'une base de sous-marins, porteurs de missiles, dont les Américains se doutaient sans en avoir la preuve. Par ailleurs, le texte de Castro apporte un important éclairage sur ce qui semble être une perte de contrôle sur le commandement soviétique à Cuba. Alors qu'ils avaient l'ordre de ne pas tirer sur les avions américains, ils en ont abattu un le 27 octobre, après avoir mis en batterie leurs missiles antiaériens à la demande de Castro, qui d'ailleurs l'ignorait encore en 1968.

De plus, il est troublant de constater qu'à la suite d'une réunion avec Fidel Castro, les soviétiques tiennent prêts leurs missiles nucléaires et se disent disposés à en mettre d'autres en réserve. Et selon certaines sources, les ogives nucléaires ont été effectivement mises en batterie le 26 octobre. Il est aussi troublant de constater que le commandement soviétique se dise prêt à utiliser des armes nucléaires tactiques, sans que l'on sache pour autant quelle validation il a de Moscou.

Les lettres de Castro à Khrouchtchev (des 28 et 31 octobre 1962) publiées par le Monde en 1990 sont complètement confirmées. Il manquait dans cette publication du Monde la première lettre de Khrouchtchev du 25 octobre 1962 (celles des 28 et 30 octobre l'ont été) qui assure Castro de son entier soutien. Elle explique aussi la lettre de Castro qui, en cas d'invasion, demandait de lancer une frappe nucléaire sur les Etats-Unis. C'était uniquement en cas d'invasion, contrairement à des interprétations erronées. L'enseignement que cela apporte, c'est que la dissuasion, base de nos doctrines de défense, et qui a été celle de Cuba pendant treize jours, peut fonctionner, mais à l'envers. Sa mise en œuvre est sensée être inconcevable, mais un dirigeant rationnel comme Fidel Castro, confronté à un désastre total pour lui-même et son pays en vient à proposer une frappe nucléaire.

## Conclusion

Comment réagir face au risque d'un conflit nucléaire ? Peut-être Kennedy et ses conseillers ont-ils exagéré le danger que présentaient les fusées soviétiques, ou se sont-ils mépris sur les intentions de l'U.R.S.S.

La maîtrise dont a alors fait preuve le président des Etats-Unis, sa détermination et sa modération, son souci d'éviter à l'adversaire de perdre la face et de trouver une solution acceptable pour les deux superpuissances ont sans doute permis d'écarter la guerre. Les dirigeants soviétiques ont eux aussi alors mesuré le danger, et l'accord voulu par Kennedy peut dès lors être envisagé.

Mais rétrospectivement, le désordre réel qui a présidé au règlement de cette crise tout comme la détermination d'un acteur en particulier, montrent que la peur du nucléaire reste surtout dissuasive dans le cadre d'un affrontement « du fort au fort », et qu'à contrario le contexte d'un conflit « du faible au fort » peut conduire le concept de dissuasion à sa logique ultime.

Quelques années plus tard, avec le recul, Castro s'est néanmoins prononcé pour un abandon des armes nucléaires.

## BIBLIOGRAPHIE ET SITES INTERNET

Contre-Amiral (R) LACOSTE, la leçon de Cuba, Revue de défense nationale, janvier 1963,

KENNEDY Robert, crise à la maison blanche, Express/Denöel, 1968.

ABEL Elie, treize jours d'alerte atomique, Arthaud, 1966.

TOUZE Vincent, transcription bandes <http://geneatouque.free.fr/genea-familiale/base-tou/dat77.htm> 1997.

TOUZE Vincent, travaux crise de Cuba <http://www.deepblue.fr/histoire.html> 1997.

13 Days, New Line Cinema, 25 décembre 2000, cinéma et vidéocassette, couleur, langue originale anglaise.

AMISH, P. 14 Days in October: The Cuban Missile Crisis <http://library.thinkquest.org/11046/>, 15 mars 2002.

DE TINGUY, Anne. Les relations soviéto-américaines, Paris, Presse universitaire de France, 1987, 127 p.

GODEL, Martin. La crise de Cuba - une chronologie, <http://www.stoessel.ch/hei/hpi/La%20crise%20de%20Cuba%20-%20une%20chronologie.htm>, 15 mars 2002.

GOLDMAN, J. The Cuban Missile Crisis, <http://www.hpil.org/jfk/cuban/>, 24 février 2002.

NATIONAL SECURITY AGENCY, NSA and the Cuban Missile Crisis, <http://www.nsa.gov/docs/cuba/>, 3 février 2002.

SEMIDEI, Mornvela. Vers un accord américano-cubain, Québec, Centre québécois des relations internationales, 1974, 210 p.

## ANNEXE

### Extraits traduits du discours télévisé du président Kennedy, le 22 octobre 1962.

"Bonsoir mes compatriotes,

Fidèle à sa promesse, le gouvernement a continué de surveiller de très près les préparatifs militaires soviétiques à Cuba. Au cours de la dernière semaine, nous avons eu des preuves incontestables de la construction de plusieurs bases de fusées dans cette île opprimée. Ces sites de lancement ne peuvent avoir qu'un but : la constitution d'un potentiel nucléaire dirigé contre l'hémisphère occidental.

Les caractéristiques de ces nouvelles rampes de lancement pour missiles se rapportent à deux types d'installations distincts. Plusieurs de ces bases sont dotées de missiles balistiques de portée moyenne, capables de transporter une tête atomique à quelque deux mille kilomètres. Ce qui signifie que chacune de ces fusées peut atteindre Washington, le canal de Panama, cap Canaveral, Mexico ou tout autre ville située dans le sud-est des Etats-Unis, en Amérique centrale ou dans la région des Caraïbes. D'autres bases en cours d'achèvement paraissent destinées à recevoir des missiles à portée dite intermédiaire capable de parcourir largement le double de cette distance, donc d'atteindre la plupart de nos grandes villes de l'hémisphère occidental, du nord de la baie d'Hudson au Canada jusqu'à une ville aussi méridionale que Lima, au Pérou. En outre, des bombardiers à réaction, qui peuvent transporter des armes nucléaires, sont en voie d'assemblage à Cuba, tandis que l'on y prépare des bases aériennes adéquates.

Cette transformation précipitée de Cuba en importante base stratégique, par suite de la présence de ces puissantes armes offensives à long rayon d'action et qui ont des effets de destruction massive, constitue une menace précise à la paix et à la sécurité de toutes les Amériques. Elles font délibérément fi, et d'une façon flagrante, du pacte de Rio de 1947, des traditions de cette nation et de cet hémisphère, de la résolution conjointe prise par le 87e congrès, de la charte des Nations unies et de mes propres mises en garde publiques aux Soviétiques les 4 et 13 septembre. Cette action est également en contradiction avec les assurances réitérées données par les porte-paroles soviétiques, tant en public qu'en privé, selon lesquelles l'installation d'armements à Cuba ne revêtirait que le caractère défensif prévu à l'origine, et que l'Union soviétique n'a aucun besoin, ni aucun désir d'installer des missiles stratégiques sur le sol d'une autre nation.

L'ampleur de cette entreprise prouve clairement qu'elle a été mise au point depuis plusieurs mois. Cependant, le mois dernier encore, à peine avais-je fait la distinction entre l'installation éventuelle de missiles terre-terre et l'existence de missiles anti-aériens défensifs, le gouvernement soviétique avait déclaré publiquement le 11 septembre que "l'armement et l'équipement militaire expédiés à Cuba sont exclusivement destinés à des fins défensives", que "l'Union soviétique n'a aucun besoin de transférer ses armes, en vue de représailles contre un pays, dans un pays comme Cuba par exemple", et que "l'Union soviétique dispose de fusées tellement puissantes, capables de porter ses ogives nucléaires, qu'il est absolument inutile de rechercher des bases de lancement en dehors du territoire soviétique". Cette déclaration était fausse. Jeudi dernier encore, alors que je disposais de preuves irréfutables de l'accélération de ce dispositif offensif, le ministre soviétique des Affaires étrangères, M. Gromyko, me déclarait dans mon bureau qu'il avait reçu instruction d'affirmer une fois de plus comme, disait-il, son gouvernement l'avait déjà fait, que l'aide soviétique à Cuba "n'avait pour seul but que de contribuer aux moyens de défense de Cuba", que "l'entraînement par des spécialistes soviétiques des nationaux cubains dans le maniement d'armements défensifs ne revêtait aucun caractère offensif", et que "s'il en était autrement le gouvernement soviétique ne se serait jamais laissé entraîner à prêter une telle assistance". Cette déclaration était également fausse. Ni les Etats-Unis d'Amérique ni la communauté mondiale des nations ne peuvent tolérer une duperie délibérée et des menaces offensives de la part d'une quelconque puissance, petite ou grande. Nous ne vivons plus dans un monde où seule la mise à feu d'armes constitue une

provocation suffisante envers la sécurité d'une nation et constitue un péril maximum. Les armes nucléaires sont tellement destructrices, et les engins balistiques sont tellement rapides, que tout accroissement substantiel dans les moyens de les utiliser, ou que tout changement subit de leur emplacement peut parfaitement être considéré comme une menace précise à la paix. Durant plusieurs années, l'Union soviétique, de même que les Etats-Unis -- conscients de ce fait -- ont installé leurs armements nucléaires stratégiques avec grand soin, de façon à ne jamais mettre en danger le statu quo précaire qui garantissait que ces armements ne seraient pas utilisés autrement qu'en cas de provocation mettant notre vie en jeu. Nos propres missiles stratégiques n'ont jamais été transférés sur le sol d'aucune autre nation sous un voile de mystère et de tromperie, et notre histoire -- contrairement à celle des Soviétiques depuis la Deuxième guerre mondiale -- a bien prouvé que nous n'avons aucun désir de dominer ou de conquérir aucune autre nation ou d'imposer un système à son peuple.

Il n'empêche que les citoyens américains se sont habitués à vivre quotidiennement sous la menace des missiles soviétiques installés sur le territoire de l'URSS ou bien embarqués à bord de sous-marins. Dans ce contexte les armes qui sont à Cuba ne font qu'aggraver un danger évident et actuel -- bien , qu'il faille prendre note du fait que les nations d'Amérique latine n'ont jamais jusqu'à présent été soumise à une menace nucléaire en puissance. Mais cette implantation secrète, rapide et extraordinaire de missiles communistes dans une région bien connue comme ayant un lien particulier et historique avec les Etats-Unis et les pays de l'hémisphère occidental, en violation des assurances soviétiques et au mépris de la politique américaine et de celle de l'hémisphère -- cette décision soudaine et clandestine d'implanter pour la première fois des armes stratégiques hors du sol soviétique -- constitue une modification délibérément provocatrice et injustifiée du statu quo, qui ne peut être acceptée par notre pays si nous voulons que notre courage et nos engagements soient reconnus comme valables par nos amis comme par nos ennemis.

Les années 30 nous ont enseigné une leçon claire : les menées agressives, si on leur permet de s'intensifier sans contrôle et sans contestation, mènent finalement à la guerre. Notre pays est contre la guerre. Nous sommes également fidèles à notre parole. Notre détermination inébranlable doit donc être d'empêcher l'utilisation de ces missiles contre notre pays ou n'importe quel autre , et d'obtenir leur retrait de l'hémisphère occidental. Notre politique a été marquée par la patience et la réserve. Nous avons fait en sorte de ne pas nous laisser distraire de nos objectifs principaux par de simples causes d'irritation ou des actions de fanatiques (...).

Nous ne risquerons pas prématurément ou sans nécessité le coût d'une guerre nucléaire mondiale dans laquelle même les fruits de la victoire n'auraient dans notre bouche qu'un goût de cendre, mais nous ne nous déroberons pas devant ce risque, à quelque moment que nous ayons à y faire face. (...)

Tous les bateaux à destination de Cuba, quels que soient leur pavillon ou leur provenance seront interceptés s'ils transportent des armes offensives (...). Toute fusée nucléaire lancée à partir de Cuba, contre l'une quelconque des nations de l'hémisphère occidental, sera considérée comme l'équivalent d'une attaque soviétique contre les Etats-Unis, attaque qui entraînerait des représailles massives contre l'Union soviétique. (...)

Le prix de la liberté est toujours élevé, mais l'Amérique a toujours payé ce prix. Et il est un seul chemin que nous ne suivrons jamais : celui de la capitulation et de la soumission. Notre but est la victoire de la force mais la défense du droit. Il n'est pas la paix aux dépens de la liberté, mais la paix et la liberté dans cet hémisphère et, nous l'espérons, dans le monde entier. Avec l'aide de Dieu, nous atteindrons ce but."

Autres extraits plus courts du même discours.

"... Chacun de ces missiles peut être dirigé sur Washington, sur le canal de Panama, sur Cap Canaveral, sur Mexico ou toute autre ville située dans le sud-est des Etats-Unis, en Amérique Centrale ou dans la région des Caraïbes...

Les années 30 nous ont enseigné une leçon évidente : une conduite agressive, dans la mesure où l'on ne fait rien pour la contrôler ni l'empêcher, mène en fin de compte à la guerre...

J'ai donné des instructions pour que soient prises immédiatement les mesures initiales suivantes :

1.... Une stricte "quarantaine" sera appliquée sur tout l'équipement militaire offensif à destination de Cuba...

2. J'ai donné des ordres pour que l'on établisse une surveillance étroite, permanente, de Cuba, et la mise en place d'un dispositif militaire...

3. Les Etats-Unis auront pour politique de considérer tout lancement d'un engin nucléaire à partir de Cuba contre une nation quelconque du continent américain comme une attaque de l'Union soviétique contre les Etats-Unis, attaque exigeant une riposte sur une grande échelle contre l'Union soviétique...

4. Nous avons demandé ce soir la convocation immédiate de l'organisme de consultation de l'Organisation des Etats américains.

5. Conformément à la charte des Nations Unies, nous demandons ce soir une réunion d'urgence du Conseil de sécurité...

6. Je fais appel à M. Khrouchtchev afin qu'il mette fin à cette menace... Je lui demande d'abandonner cette politique de domination mondiale et de participer à un effort historique en vue de mettre fin à une périlleuse course aux armements et de transformer l'histoire de l'homme..."

---

Le 23 octobre, toutes les forces américaines dans le monde sont placées en "alerte spéciale."

---

Extraits de la déclaration du gouvernement soviétique du 23 octobre 1962.

"Hier soir le président des Etats-Unis, Kennedy, a annoncé qu'il avait donné l'ordre à la flotte navale des Etats-Unis d'arraisonner tous les navires qui se rendent à Cuba, de les soumettre à la visite et de ne pas laisser passer les navires avec des armes qui, selon la définition des autorités américaines, ont un caractère offensif. L'ordre a été également donné de procéder à des observations minutieuses et ininterrompues de Cuba. De cette façon, le gouvernement des Etats-Unis établit en fait le blocus naval de la République de Cuba. En même temps on a procédé au débarquement de nouvelles troupes américaines dans la base américaine de Guantanamo, située sur le territoire de Cuba, et les forces armées des Etats-Unis sont en état d'alerte. Le président des Etats-Unis cherche à justifier ces actions agressives sans précédent par des considérations selon lesquelles Cuba représenterait une menace à la sécurité nationale des Etats-Unis.

Le gouvernement soviétique avait attiré à maintes reprises l'attention des gouvernements de tous les pays et de l'opinion mondiale sur le grave danger que représente pour la cause de la paix la politique appliquée par les Etats-Unis à l'égard de la République cubaine. La déclaration du président américain atteste que rien n'arrête les milieux impérialistes américains dans leurs tentatives d'étouffer un Etat souverain membre de l'Organisation des Nations unies. Ils sont prêts, pour atteindre ce but, à précipiter le monde dans le gouffre d'une catastrophe militaire. Les peuples de tous les pays doivent se représenter clairement qu'en entreprenant cette aventure les Etats-Unis d'Amérique font un pas dans la voie du déclenchement d'une guerre thermonucléaire mondiale. Bafouant impudemment les normes internationales de la conduite des Etats et les principes de la Charte de l'Organisation des Nations unies, les Etats-Unis se sont arrogés le droit, et l'ont proclamé, d'attaquer les navires d'autres Etats en haute mer, c'est-à-dire de se livrer à la piraterie. Les milieux impérialistes des Etats-Unis essaient de dicter à Cuba la politique qu'il doit pratiquer, l'ordre civil qu'il doit établir chez lui et les armes qu'il doit avoir pour sa défense.

Mais qui a donné aux Etats-Unis le droit de décider du sort des autres pays et peuples ? Pourquoi les Cubains doivent-ils décider des affaires intérieures de leur Etat, non pas comme ils l'entendent, mais comme le voudraient les Etats-Unis ? Cuba appartient au peuple cubain et lui seul peut être maître de son sort. Selon la Charte de l'ONU, tous les peuples, grands et petits, ont le droit d'édifier

leur vie comme ils l'entendent, de prendre les mesures qu'ils estiment nécessaires pour assurer leur sécurité, de repousser les forces agressives qui attentent à leur liberté et à leur indépendance. Ne pas tenir compte de cela, c'est torpiller les bases mêmes sur lesquelles repose l'ONU. C'est mettre en pratique les lois de la jungle dans la vie internationale, c'est engendrer des conflits et des guerres sans fin.

En cette heure inquiétante, le gouvernement soviétique estime de son devoir de donner un grave avertissement au gouvernement des Etats-Unis, de le mettre en garde pour la grave responsabilité qu'il assume pour les destinées du monde en réalisant les mesures annoncées par le président Kennedy, en menant un jeu insensé avec le feu."

---

Le 23 octobre, deux navires soviétiques, en route vers Cuba, rebroussement chemin.

Le 27 octobre, un avion-espion U2 de la CIA est abattu au-dessus de Cuba.

---

Khrouchtchev dans ses "Souvenirs" présente sa version.

"Le président Kennedy, dans un ultimatum, exigea que nous retirions les fusées et les bombardiers amenés à Cuba. Je garde un souvenir très vif de ces journées. Je me rappelle particulièrement cet échange avec Kennedy parce que j'en pris moi-même l'initiative et que, dans la mesure où c'est moi qui envoyais les messages et recevais les réponses, je restai jusqu'au bout au coeur de l'action. Je revendique l'entière responsabilité du contact direct qui s'établit entre le président Kennedy et moi-même au moment le plus crucial et le plus dangereux de la crise.

Ce moment arriva au bout de six ou sept jours, quand notre ambassadeur à Washington, Anatole Dobrynine, nous informa que le frère du président, Robert Kennedy, était venu le trouver officieusement. Le rapport de Dobrynine disait en substance :

Robert Kennedy semblait épuisé. On voyait à ses yeux qu'il n'avait pas dormi depuis plusieurs jours. Il me dit lui-même qu'il n'avait plus mis les pieds chez lui depuis six jours et six nuits. " Le président est dans une situation périlleuse, dit Robert Kennedy, et il ne sait comment en sortir. Notre marge de manoeuvre est terriblement réduite. En fait, nous subissons la pression de nos militaires qui veulent employer la force contre Cuba. En ce moment même, le président est sans doute à sa table en train de rédiger un message pour le président Khrouchtchev. Nous vous demandons, M. Dobrynine, de transmettre ce message en dehors des canaux officiels. Le président Kennedy supplie M. Khrouchtchev d'accepter sa proposition et de tenir compte des particularités du système américain. Le président est lui-même tout à fait contre l'idée d'une guerre à propos de Cuba, mais un irréversible enchaînement de circonstances pourrait l'y entraîner contre sa volonté. C'est pourquoi il s'adresse directement à M. Khrouchtchev et lui demande de l'aider à liquider ce conflit. Si la situation reste ce qu'elle est, il n'est pas certain que les militaires ne le renverseront pas pour prendre le pouvoir. L'armée américaine risque d'échapper à notre contrôle. "(...)

Je compris qu'il devenait urgent de reconsidérer notre position. " Camarades, dis-je, il nous faut trouver un moyen de sortir de ce conflit sans nous humilier. En même temps, bien sûr, nous devons prendre garde à ne pas compromettre la situation de Cuba. " Une note fut envoyée aux Américains dans laquelle nous nous déclarions prêts à évacuer les fusées et les bombardiers si le président nous donnait l'assurance que Cuba ne ferait l'objet d'aucune invasion de la part des États-Unis ou de tout autre pays. Finalement, Kennedy céda et accepta de faire une déclaration dans laquelle il prenait cet engagement."

Extrait de "Les mémoires de l'Europe" tome VI l'Europe moderne sous la direction de Jean-Pierre Vivet, édition Robert Laffont, Paris, 1973

Deux lettres soviétiques parviennent le 26 octobre à Kennedy. La première parle de retrait si les Américains promettent de ne pas attaquer Cuba. La deuxième est plus intransigeante. Robert Kennedy propose de répondre à la première lettre sans tenir compte de la deuxième.

Extraits de la réponse de Kennedy à Khrouchtchev du 27 octobre 1962 à 1 h. 50.

"J'ai lu votre lettre du 26 octobre avec une grande attention et j'accueille avec satisfaction l'affirmation de votre désir de rechercher une solution rapide au problème. (...)

Telle que je lis votre lettre, les éléments clefs de vos propositions -- qui semblent généralement acceptables tels que je les comprends -- sont les suivants :

-- Vous accepteriez d'éliminer les installations armées à Cuba sous une observation et un contrôle appropriés des Nations unies, et vous vous engageriez avec des sauvegardes convenables à interrompre toute nouvelle entrée de telles armes à Cuba ;

Nous, de notre côté, nous accepterions -- après la mise au point d'arrangements convenables par l'intermédiaire des Nations unies -- d'assurer la mise en oeuvre et l'application des engagements suivants :

-- La levée rapide des mesures de quarantaine actuellement en vigueur, et donner des assurances contre toute invasion de Cuba. J'ai confiance que les autres nations de l'hémisphère occidental seront prêtes à agir de même. (...)

Je voudrais dire que une fois de plus les Etats-Unis sont très désireux de réduire les tensions et d'arrêter la course aux armements. (...)

Mais le premier impératif, laissez-moi le souligner, est la cessation des travaux sur les bases de missiles à Cuba et la prise de mesures destinées à rendre ces armes inopérantes sous des garanties internationales efficaces. La continuation de cette menace, ou la prolongation de cette discussion concernant Cuba, en liant ces problèmes aux questions plus vastes de la sécurité européenne et mondiale, mèneraient certainement à l'aggravation de la crise cubaine et constitueraient un risque sérieux pour la paix du monde."

---

Fidel Castro pousse à la confrontation

Extrait du procès verbal de l'intervention de Fidel Castro devant le comité central du parti communiste cubain les 25 et 26 janvier 1968. Il évoque sa lettre à Khrouchtchev du 26 octobre 1962.

Entre [ ] dans le texte = informations complémentaires

"C'était la nuit, (...) je me suis dit alors : je vais faire une lettre à Khrouchtchev pour lui donner du courage. J'ai eu peur que ces gens commettent une erreur historique. (...) Il fallait maintenir notre position avec fermeté et je me suis décidé à écrire une lettre à Nikita, à ce moment-là, pour lui donner du courage et l'exhorter à ce qu'il ne flanche pas (Rires).

(...) Mon opinion était que, en cas d'invasion, il fallait leur envoyer une bordée de missiles nucléaires massive et totale (...). Je ne lui disais pas : mettez-leur en une volée, mais s'ils attaquent, s'il envahissent, c'est une situation tellement dramatique et à laquelle il sera tellement difficile de faire face que l'on ne doit pas perdre de temps à des sottises, ni à donner à l'ennemi le temps de lancer la première frappe.

A ce moment, je lui ai présenté une sorte de condoléance, vraiment, parce qu'il était dans ce merdier et je me suis dit : « Cet homme doit être triste ! » (...)

Dans ces moments (...) nous n'envisagions pas avec légèreté l'idée que nous pouvions disparaître. (...) J'étais sûr qu'il n'y avait pas un autre endroit au monde où les gens étaient plus calmes qu'ici (...). C'est un fait très intéressant, parce que nous étions en fait dans l'antichambre de l'holocauste et nous nous racontions des blagues (...). Evidemment, nous savions qu'on allait nous faire jouer le rôle du mort, mais nous étions décidés à le jouer (...).

Ayant commencé à perdre foi en la politique soviétique, nous avons commencé à modifier notre tactique. Et si à un moment, nous luttons pour que les avions restent et pour que les troupes restent aussi, par la suite, nous avons décidé que dans une telle situation - face à un allié en total retrait et même au-delà de la capitulation, qui prend ses jambes à son cou - il fallait au moins essayer de sauver certaines choses (...).

Une nouvelle phase dans nos relations avec l'Union Soviétique commença, caractérisée par les circonstances particulières dans lesquelles nous nous trouvions : devant nous, un ennemi agressif et arrogant, un allié qui se rétracte, notre désir de garder les armes et enfin, la décision d'empêcher que les relations avec cet allié ne se dégradent au point d'aboutir à une rupture (...).

Quelles que soient les erreurs commises par la Révolution russe, nous croyons sincèrement qu'elle a imprégné pendant une longue période le peuple soviétique d'un profond esprit de solidarité, de stoïcisme [philosophie antique qui prônait l'austérité et la fermeté dans la douleur], un esprit de travail. Mais nous ignorons combien de temps encore, sous l'influence de nouvelles circonstances, de nouveaux événements, cet esprit pourra se maintenir (...).

Cuba ne connaissait alors aucune crise au moment où ils ont avancé cette histoire de missiles. Cuba ne connaissait aucune crise lorsque l'Union Soviétique, considérant qu'il s'agissait d'un devoir international, déclara qu'elle acceptait l'installation à Cuba de mille missiles [mille est la proposition des Cubains, 40 sera le nombre prévu] ; mais Cuba s'opposa à la façon avec laquelle on aborda le problème : elle définit la nécessité de l'aborder différemment et fut en total désaccord avec la façon dont il fut liquidé. Il y a cependant l'argument «Cuba vit...» ! Mais nous vivons aussi depuis que nos mères ont mis au monde chacun d'entre nous, et elles n'ont rien à voir avec les missiles soviétiques ! (...)"

publié par "Le Monde", 15 août 1997

La position de Castro semble avoir plus effrayé Khrouchtchev qu'autre chose !

---

Extraits d'une lettre de Khrouchtchev à Kennedy du 27 octobre 1962 à 15 h. 30.

Ce texte fut publié dans le journal "Le Monde" le 30 octobre 1962.

"(...) Le peuple cubain veut édifier sa vie, en tenant compte de ses intérêts, sans ingérence de l'extérieur. C'est là son droit, et l'on ne peut lui imputer comme une faute le fait qu'il veut être maître de son pays, disposer des fruits de son travail. La menace d'une invasion de Cuba et toutes autres menées visant à créer une atmosphère tendue autour de Cuba n'ont qu'un but : faire hésiter le peuple cubain, l'effrayer, l'empêcher d'édifier tranquillement sa nouvelle vie.

Je désire déclarer clairement, une fois encore, que nous ne pouvons pas être indifférents à cela, et le gouvernement soviétique a décidé d'accorder son aide à Cuba, en lui fournissant des moyens de défense contre l'agression, uniquement des moyens visant à la défense.

Nous avons expédié là-bas des moyens de défense, que vous appelez moyens offensifs. Nous les avons expédiés afin que ne fut pas menée une attaque contre Cuba, afin que ne fussent pas admises des actions irréfléchies.

J'éprouve respect et confiance à l'égard de la déclaration que vous avez faite dans votre message du 27 octobre 1962, selon laquelle il n'y aura pas d'attaque contre Cuba, qu'il n'y aura pas d'invasion, et non seulement de la part des Etats-Unis, mais également des autres pays de l'hémisphère occidental, ainsi qu'il est dit dans votre message.

Alors, les motifs qui nous ont poussés à accorder une aide de telle nature à Cuba disparaissent également. Voilà pourquoi nous avons indiqué à nos officiers -- et ces moyens, comme je vous l'ai déjà communiqué, se trouvent entre les mains d'officiers soviétiques -- de prendre les mesures

adéquates pour interrompre la construction des objectifs indiqués, les démonter et les ramener en Union soviétique.

Comme je vous l'ai déjà signalé dans ma lettre du 27 octobre, nous sommes prêts à nous mettre d'accord avec vous pour que des représentants de l'ONU se rendent à Cuba afin de pouvoir constater la réalité du démantèlement des moyens que vous appelez offensifs.

De la sorte, si l'on se fonde sur les assurances que vous avez données et sur nos dispositions relatives au démantèlement, toutes les conditions indispensables existent pour que le conflit qui s'est créé soit liquidé."

---

Outre la levée du blocus et l'engagement de ne pas envahir Cuba, Khrouchtchev a obtenu la promesse faite par Kennedy de démanteler des bases de missiles à moyenne portée installée en Turquie. Cette assurance a été donnée en privé à l'ambassadeur soviétique Dobrynine par Robert Kennedy dans la soirée du 27 octobre, peu de temps après que Khrouchtchev en eut fait publiquement la proposition. La Maison Blanche demanda seulement que cette promesse demeurât secrète pour ne pas donner l'impression d'être issue d'un simple marchandage. Nous savons que les Américains avaient déjà décidé de les éliminer, car vulnérables, au profit de fusées embarquées dans des sous-marins. Elles furent effectivement démontées en 1963. Le 20 novembre, la quarantaine est levée.

---

Devant le Soviet suprême de l'URSS, Khrouchtchev justifie sa politique le 12 décembre 1962. Texte cité dans "La coexistence pacifique" de Khrouchtchev (1964, pp. 136-139).

"(...) Toutes les dissertations selon lesquelles Cuba se transformait en base d'attaque contre les Etats-Unis sont des mensonges prémédités ayant pour but de camoufler les projets d'agression contre Cuba. (...)

Le 22 octobre, le Gouvernement Kennedy annonça la mise en quarantaine de Cuba. Soit dit en passant, le terme quarantaine n'est dans ce cas qu'une feuille de vigne. Il s'agissait en réalité d'un blocus, de piraterie en pleine mer.

Le commandement américain plaça en état d'alerte toutes ses forces armées, y compris les troupes stationnées en Europe, de même que la 6e flotte se trouvant en Méditerranée et la 7e flotte qui a pour base la région de Taïwan.

Les troupes des alliés américains dans le cadre de l'OTAN furent également placées en état d'alerte. (...) Par suite de ces actes agressifs du Gouvernement des Etats-Unis, un danger de guerre thermonucléaire plana sur le monde.

Face à des préparatifs militaires aussi intenses, nous fûmes forcés de notre côté de prendre des mesures appropriées. Le Gouvernement soviétique chargea le ministre de la défense de l'URSS de placer en état d'alerte toute l'armée de l'Union soviétique, et, avant tout, les formations de fusées stratégiques de portée intercontinentale. (...) Notre flotte sous-marine, atomique y compris, occupa les position qui lui ont été assignées. (...) Les forces armées des pays du Pacte de Varsovie furent également mises entièrement en état d'alerte. (...)

Le 23 octobre, aussitôt après que les Etats-Unis eurent déclaré le blocus de Cuba, le Gouvernement soviétique, en adoptant des mesures de caractère défensif, avait fait une déclaration avertissant résolument que le gouvernement des Etats-Unis assumait une lourde responsabilité pour les destinées du monde et jouait dangereusement avec le feu.

Le Gouvernement soviétique a appelé en même temps tous les peuples à barrer la voie aux agresseurs. Il a entrepris en même temps les démarches que l'on connaît à l'Organisation des Nations Unies. (...)

Cependant les forces militaristes des Etats-Unis ont hâté la marche des événements de façon à pouvoir attaquer Cuba. Dans la matinée du 27 octobre, nous avons reçu une information des

camarades cubains et d'autres sources, où l'on disait sans détours que cette agression aurait lieu dans les deux ou trois jours qui suivraient. (...)

Il fallait entreprendre des actions immédiates pour prévenir l'agression contre Cuba et sauvegarder la paix. Un message fut envoyé au Président des Etats-Unis proposant une décision acceptable pour les deux parties. (...) Nous avons déclaré que si les Etats-Unis s'engageaient à ne pas envahir Cuba, l'Union soviétique serait prête à évacuer de Cuba les armes que les Etats-Unis qualifiaient d'offensives .

De son côté, le Président des Etats-Unis a déclaré dans sa réponse que si le Gouvernement soviétique consentait à évacuer ces armes de Cuba, le Gouvernement américain lèverait la quarantaine, c'est-à-dire le blocus, et renoncerait, en donnant des garanties, à l'invasion de Cuba aussi bien par les Etats-Unis eux-mêmes que par les autres pays de l'hémisphère occidental. (...)

Mais c'est justement pour prévenir une agression contre Cuba que nous y avons envoyé nos armes ! C'est pourquoi le Gouvernement soviétique a confirmé son consentement d'évacuer les fusées balistiques de Cuba.

En bref, on a ainsi établi une solution acceptable pour les deux parties, qui signifiait une victoire de la raison, un succès de la cause de la paix."

---

"(...) Je tenais à ce que mes camarades acceptent en pleine connaissance de cause et soutiennent la décision d'amener des fusées et des bombardiers à Cuba, sans rien ignorer de ses conséquences possibles - en fait, la guerre avec les Etats-Unis. Ainsi, pendant toute cette crise, nous ne fîmes pas un seul geste qui n'ait été d'abord examiné et discuté par le collectif dirigeant.

A peine avions-nous rendue publique notre décision d'évacuer les fusées de Cuba que les Américains commencèrent à se montrer arrogants, insistant pour envoyer sur l'île une commission de contrôle. Nous répondîmes qu'ils devraient pour cela obtenir l'autorisation du gouvernement cubain. Puis la presse chinoise et la presse américaine se mirent à proclamer que Khrouchtchev, pris de peur, avait reculé. Je ne nierai pas que nous fûmes obligés de faire d'importantes concessions dans l'intérêt de la paix. (...)"

Extrait des "Souvenirs" de Khrouchtchev, 1983.